

ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE LA SAVOIE

Séance académique du 16 juin 2019

Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville

Chambéry

Communication de

Jean-Marc Villermet

Docteur en Sciences Humaines, du Politique et du Territoire

FORT AITON : UN BAGNE MILITAIRE

* A l'origine de cette étude, il y a la découverte en 2015 d'un manuscrit de 413 pages rédigé au début des années 1970 par un comédien formé au Théâtre National de Strasbourg : Arsène Altmeyer.

* Acquis parmi les collections des Archives Départementales de la Savoie, le document a été étudié et mis en perspective au regard d'autres archives très variées, orales et écrites, publiques et privées, en France et à l'étranger.

* En l'absence de travaux approfondis sur le sujet, cette recherche constitue une première étape pour traduire l'existence d'un camp militaire de travaux forcés qui a fonctionné en Savoie durant une décennie sous la forme d'une compagnie de l'armée régulière entre 1962 et 1972, le bagne d'Aiton dont l'existence est ignorée par la plupart de nos contemporains.

I. UN CHOIX POLITIQUE

Bagne et camp de travaux forcés : des pratiques militaires anciennes ... en voie de disparition au milieu du XX^e s.

* Des unités de répression pour les militaires de mauvaise conduite existaient déjà sous la Royauté, l'Empire et la Restauration.

* Ce n'est qu'en 1832 qu'apparurent les unités de discipline, sous leur nom définitif.

* Trois types de corps de discipline militaire cohabitèrent :

- Les Bat' d'Af' dont les soldats appelés Zéphyrus puis Joyeux, avaient purgé une peine d'emprisonnement avant leur incorporation ;
- Les Exclus qui, ayant subi une peine infamante et ayant été jugés indignes de porter les armes, effectuaient leur service sous la forme de travaux forcés ;
- les Camisards qui, pour avoir commis des fautes graves et répétées, étaient regroupés dans des compagnies spéciales de discipline.

* A ces véritables pénitenciers, célèbres par leurs sévices, fut donné le nom de Biribi, en référence sans doute au jeu de roulette italien : les Camisards avaient perdu à la roulette de la vie... Dans l'imagerie populaire, Biribi, lieu de souffrance, fut associé à l'ensemble des Bat' d'Af'.

Bien qu'en voie de disparition au XX^e siècle, ces pratiques d'un autre âge furent discrètement redéployées en métropole avec l'avènement de la V^e République...

* Une diminution progressive des effectifs avait débuté en 1940, avec une intervention tardive des Bat' d'Af' sur le sol français... et plus tard en 1953 une participation à la guerre d'Indochine.

* Le dernier bataillon, le 3^e BILA, avait quitté Tatahouine en 1956, après l'indépendance de la Tunisie, pour rejoindre Tindouf dans l'ouest saharien, puis Fort Flatters en 1960. Réduit à une compagnie, il fut installé en 1967 à la base de Mers El Kébir, puis à Obock en territoire de Djibouti suivi d'une dissolution...

Il fallait en finir...

* L'image des Bat' d'Af', à la sulfureuse réputation, était de nature à ternir celle de l'Armée.

* D'autant que l'encadrement était critiqué : l'affectation au BILA équivalait pour certains officiers à une sanction pour faute ou comportement douteux.

* Au sein de ce milieu si particulier, on pouvait se demander si l'on perpétuait un système punitif où perduraient abjections, crimes et châtements ou bien si l'on inculquait un ordre social offrant une nouvelle chance à ces enfants perdus...

Lorsque les camps de travaux forcés ont quasiment tous disparu... en 1958, naît soudainement Tinfouchi : un nouveau bagne « caché » dans le désert entre Maroc et Algérie.

* En réalité, la République n'avait jamais su apporter une vraie réponse pour régler le sort des fortes têtes, des truands, voyous, marginaux... mais il s'agit désormais aussi de lutter contre des contestataires inspirant facilement la crainte même aux gradés les plus chevronnés.

* Au moment où la décision de fermer les derniers camps de travaux forcés fût prise en France, bien après la guerre de 1939-1945, la création de l'ONU et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, confrontée à la Guerre d'Algérie, la République a pourtant ouvert un nouveau camp...

Et « secrètement » la V^e République installa ce nouveau camp de travaux forcés en Savoie...

* 1958 : De Gaulle, un militaire, arrive au pouvoir. Le camp de Tinfouchi ouvre ses portes la même année... En quatre ans, un millier d'hommes passèrent par ce camp de travaux forcés.

* A la même période, le pénitencier d'Albertville fermé définitivement depuis décembre 1926 reprend du service... sous la V^e République précisément, au moment de la Guerre d'Algérie : des « sections spéciales » furent installées en Savoie.

*S'agissait-il de prévoir au cours des mois suivants un transfert des bagnards en métropole depuis Tinfouchi ? Alors que l'opinion ignorait tout de cette politique d'incarcération militaire, dans le plus grand secret ou presque, dès 1958, des Fellaghas faits prisonniers par les Français en Algérie furent transférés à Aiton, en Savoie, condamnés à préparer le terrain pour installer de nouveaux bagnards...

*Il ne s'agissait plus seulement des fortes têtes, truands, voyous, marginaux, inspirant facilement la crainte mais aussi de contestataires du nouveau régime gaulliste. De nouvelles catégories d'individus furent envoyés au bagne d'Aiton : sympathisants ou acteurs de l'ombre de l'OAS ; à l'opposé sur l'échiquier politique des membres du Parti communiste refusant la Guerre d'Algérie ; mais aussi des intellectuels et des renvoyeurs de livrets militaires lorsque se développa l'objection de conscience...

* Pendant dix ans, entre 1962 et 1972, Fort Aiton devint le réceptacle des opposants de la V^e République aux yeux de l'Armée qui pratiquait sa propre justice au sein de tribunaux nommés TPFA (Tribunal Permanent des Forces Armées) : le jugement passé, après avoir purgé la peine qui leur était infligée, les militaires les plus virulents et les moins disciplinés furent envoyés au camp de travaux forcés pendant une durée indéterminée (a minima l'équivalent de la durée déjà effectuée en prison mais il n'y avait pas véritablement de « règle » dans la réalité d'après les témoignages de plusieurs anciens bagnards).

II. DES DISCIPLINAIRES AU BAGNE D'AITON

* En Savoie, les bagnards étaient accueillis dans un bâtiment austère et froid construit au XIX^e s. illustrant le système Seré de Rivières ... Des pierres grises et une atmosphère plutôt lugubre.

* En 1962, les réseaux les plus élémentaires, eau et électricité, étaient très dégradés puisque le fort avaient été occupé successivement par des Italiens , des Allemands et des Résistants pendant la Seconde Guerre mondiale.

* Une pancarte à l'entrée du fort apportait une précision importante : « *Ici s'arrête la vie* ». Cette phrase rédigée en langue arabe (traduite également en français par « *Adieu la vie* ») était aussi épinglée sur le costume de chaque militaire de l'encadrement qui participait à la direction du camp d'Aiton.

* Dès son arrivée en Savoie, le condamné devait revêtir un costume de bagnard avant d'être totalement tondu, la « boule à zéro ».

* Un insigne avec les sables du désert, le croissant musulman, un sabre et un scorpion ... accueillaient les nouveaux arrivants au cœur des Alpes !

* Parmi les dirigeants du camp, d'anciens condamnés désiraient faire amende honorable en s'engageant pour faire carrière...

* En appui : des appelés du contingent, les « petits cadres » qui n'avaient pas fait le choix de la Compagnie Spéciale des Troupes Métropolitaines (CSTM, c'est le nom officiel du camp de travaux forcés) devaient répondre aux ordres des « grands cadres ». S'ils n'exécutaient pas ces ordres, ils étaient menacés de remplacer les bagnards...

* Aidés par une compagnie de chiens de guerre formée à Tarbes, mais aussi dans l'Ain selon les périodes, les gardiens de Fort Aiton tenaient le site d'une main de fer.

* Et pourtant, vu de l'extérieur, le camp paraissait soigneusement entretenu et accueillant avec des massifs de fleurs dans la Cour d'Honneur. Par ailleurs, la direction du camp de travaux forcés faisait toujours preuve de courtoisie avec les habitants, dans les cafés alentours notamment, sans pour autant évoquer le fonctionnement interne du bagne.

Une « déshumanisation programmée »

* Tous les témoignages de bagnards décrivent les mêmes supplices avec un instrument de torture suprême : le calbo, un espace très réduit sous terre où le condamné était littéralement jeté, dépouillé de ses maigres vêtements (une simple cotonnade), souvent complètement nu, enfermé dans le noir, les pieds dans l'eau, ou sur la glace l'hiver, avec une humidité permanente, nourri avec des épiluchures et autres déchets. Les anciens bagnards témoins de cet enfer décrivent l'existence de « morts vivants » après quelques jours seulement passés au calbo (anagramme de « bocal »).

* Parmi les autres supplices, il y avait l'appel durant des heures dans la Cour d'Honneur, les bagnards devant rester debout avec des sacs de gros cailloux dans le dos jusqu'à épuisement...

* Les « Jaguars » correspondaient à des brouettes, les bagnards étant condamnés à transporter des tonnes de cailloux et de terre brassés... pour rien.

* Au cours de la décennie 1962-1972, une partie des bagnards fut employée à la construction de la maison du Lieutenant S... qui décida de s'installer définitivement à Aiton lors de sa retraite. Plusieurs témoignages exprimés à des époques différentes par des acteurs du camp de travaux forcés décrivent les mêmes gestes, les mêmes paroles et les mêmes supplices endurés durant des journées entières pour transporter des sacs de ciment à dos d'homme ou attaquer la roche avec une simple pioche... sans possibilité de s'abreuver.

* Le « Tiercé » : plusieurs bagnards et appelés du contingent (petits cadres) ont décrit avec détails la présence de jeunes femmes dans l'enceinte militaire où évoluaient les détenus, des amies de l'encadrement installées dans la Cour d'Honneur de Fort Aiton. Le dimanche, ces femmes parfois en petite tenue haranguaient les foules en usant d'un vocabulaire particulièrement trivial au moment où les bagnards devaient courir en transportant des dizaines de kilos de cailloux dans des sacs à dos. Elles s'amusaient avec les condamnés et effectuaient des paris sur le tiercé de tête...

* Juste au-dessus de Fort Aiton, les marches commandos en direction du Lac Noir, dans le massif du Grand Arc, encadrées avec des chiens de guerre, constituaient également un véritable supplice pour les bagnards qui ne devaient pas s'arrêter de courir pour grimper dans la montagne... avec interdiction de s'arrêter pour boire. Plusieurs récits décrivent régulièrement le supplice de la soif... alors qu'il fallait toujours courir, partout, en plaine comme en montagne, et même trotter en faisant du surplace.

* Tous les témoignages concordent pour exprimer une quasi absence de soins dans l'enceinte de Fort Aiton malgré les coups et les blessures reçus... L'infirmerie localisée sous les dortoirs, au rez-de-chaussée dans la Cour d'Honneur, restait pratiquement toujours porte close en l'absence de personnel. Les récits évoquent la visite d'un « militaire infirmier/médecin » tous les quinze jours...

Evasions et suicides répétés

* De nombreuses tentatives d'évasion : des bagnards se jetaient dans les eaux glaciales de l'Isère pour fuir les chiens à leurs trousses...

* Des tentatives de suicide répétées : des bagnards avalaient tout ce qui leur passait par les mains dans l'enceinte même du fort... Ils étaient alors dirigés vers l'Hôpital militaire Desgenette, à Lyon, pour être opérés, avant de devenir convalescents à Montluc, et finalement revenir à Aiton...

III. UN BAGNE « SECRET » OUVERTEMENT CONTESTE

A Paris, contestation de nombreux parlementaires : plusieurs d'entre eux ont pris la parole publiquement entre 1959 et 1973

Au Palais du Luxembourg - Sénat

* A propos de Tinfouchi qui précède Aiton, le sénateur Louis Namy (PC) déclara en juillet 1959 : *« C'est le nom d'un nouveau bagne militaire qui prend la relève de l'ancien Biribi ».*

* Le sénateur Raymond Guyot (PC) intervint à son tour en décembre 1959 : *« Nous voulons encore renouveler ici notre protestation (...) contre les camps disciplinaires du type de Tinfouchi ».*

Au Palais Bourbon – Assemblée Nationale

* Ancien député sous la IV^e République, Paul Hutin Desgrées (MRP), évoqua dans *Ouest France* en avril 1970 un « péché d'inhumanité », une expression peu ordinaire qui renvoie fatalement à la notion de « crime contre l'humanité », une incrimination créée en 1945 dans le statut du Tribunal militaire de Nuremberg, établi par la Charte de Londres (art. 6, c).

* Le député Michel Rocard (PSU), qui devint Premier Ministre quinze ans après la fermeture du bagne, fut également très actif. Il s'est exprimé devant ses collègues parlementaires au Palais Bourbon en octobre 1970 puis une nouvelle fois en mai 1972 : « *La simple expression d'opinions non conformistes (est) sauvagement réprimée, comme c'est le cas, par exemple, au fort d'Aiton* »

* A ce moment-là, alors qu'une nouvelle direction fut mise en place dans le camp militaire savoyard en raison d'un mouvement de contestation au plan national et même international à travers des publications, le député Yves le Foll (PSU) déclara en juin 1973 : « *Vous continuez d'enfermer et de maltraiter à Fort Aiton, le nouveau bagne de l'Armée* ».

Le gouvernement de plus en plus critiqué : Michel Debré et Pierre Messmer en première ligne...

* La fin des années 1960 et le début des années 1970 furent marqués par des critiques de plus en plus vives d'une partie de l'opinion vis-à-vis de leurs dirigeants, en particulier les ministres successifs en charge des affaires militaires :

- critiques émises notamment par la Ligue des Droits de l'Homme informée par des familles directement impactées ;
- critiques également émises par les associations d'objecteurs de conscience en France, en Suisse, au Canada...

* Les réponses du ministre des Armées évoluèrent entre 1970 et 1972.

* Des appelés du contingent stationnés à Aiton pour effectuer leur Service militaire saisirent directement la presse pour apporter des témoignages sur ce qu'ils avaient vécu au sein du camp de travaux forcés (ex : à propos du fonctionnement de l'infirmerie)

* Des postures de plus en plus radicales furent exprimées parmi l'opinion : un attentat orchestré par le Groupe Geismar échoua de peu en octobre 1970, les explosifs déposés à l'entrée de Fort Aiton ayant pris l'humidité...

Une campagne de presse inédite dénonça le bagne « secret » de la V^e République

PRESSE ECRITE

* Le journaliste René Backmann joua un rôle majeur avec *Le Nouvel Observateur* dès mars 1970 en titrant : « Biribi en Savoie »

* Un autre journaliste mena également l'enquête : Henri Moine intervint à son tour dans *L'Express* (juillet août 1971)

* En 1971, François Maspéro, écrivain, traducteur, éditeur, libraire et directeur de revues, publia « *Les Bagnes de l'Armée Française : Fort Aiton, C.I.LA. etc* ».

* La campagne de presse s'amplifia tout au long de l'année 1972.

* En France et à l'étranger, plusieurs dessinateurs de presse informèrent l'opinion en réalisant des reportages : parmi eux, Cabu signa une vingtaine de planches publiées dans *Charlie Hebdo* en 1973.

PRESSE AUDIOVISUELLE

* Un ancien bagnard, Arsène Altmeyer, mobilisa l'ORTF en 1972... mais le pouvoir central pratiqua la censure. Après trois jours de tournage clandestin sur les hauteurs du village d'Aiton, toute l'équipe parisienne, composée d'un preneur de son, d'un caméraman, des directeurs du Théâtre Mouffetard et du Théâtre des Amandiers, fut arrêtée par les gendarmes. Les images du film « Fort Aiton » ne furent jamais diffusées sur le petit écran... bien que le documentaire ait été officiellement critiqué dans *La Revue du Cinéma*. Qu'est devenu ce film ?

* Sous la pression des médias, le gouvernement communiqua pour la première fois à propos de Fort Aiton, le 13 mars 1972, au JT de 13 h 00 sur la 1^{ère} chaîne de télévision : une très brève part de vérité fut livrée aux Français dans un court reportage durant seulement 1 mn 30.

* Les équipes gouvernementales vacillèrent au fil des mois sur la question du bagne d'Aiton pour des raisons variées. Charles de Gaulle quitta le pouvoir en 1969. Georges Pompidou le remplaça mais tomba malade au même moment.

1972 : vers la fin annoncée des camps de travaux forcés en France ?

* La République connût des mois tournants et des luttes intestines :

- Mars 1970 : la campagne de presse menée à Paris et en province laissa des traces profondes parmi l'opinion qui apprit au même moment que le Président de la République distinguait très officiellement les dirigeants du bagne d'Aiton dans l'Ordre National du Mérite...

- En réponse à la contestation, à la même époque, une conférence de presse fut organisée à Lyon par le Ministère de la Défense pour évoquer la fin du camp de travaux forcés avec remplacement de ses dirigeants...

* Mais des tensions demeurèrent palpables au sein de l'Armée si bien que le système de fonctionnement du camp perdura.

* 1972 : La Compagnie Spéciale des Troupes Métropolitaines, nom officiel du camp d'Aiton, fût remplacée par un nouveau corps d'armée, la 50^e Compagnie d'Instruction... à nouveau dénoncée à Assemblée Nationale en 1973. Car, malgré les améliorations, visiblement les vieux démons hantaient encore le Fort d'Aiton.

Cette compagnie, de courte existence, fut supprimée en 1976.

IV. UNE MEMOIRE OUBLIEE MAIS RAVIVEE

1976-2006 : Durant 30 ans, les anciens bagnards sortis vivants de cet enfer tentèrent de « vivre »

* Des personnels d'encadrement évoquèrent de temps en temps le souvenir de bagnards en faisant référence à des violents, des proxénètes et autres tatoués obsédés du sexe. Les autres catégories de condamnés furent absents des discours.

* Détruits psychologiquement et physiquement, les bagnards qui n'avaient rien à voir avec la bestialité tentèrent de se reconstruire très péniblement... Parfois, certains connurent de nouveau la prison dans le civil après avoir perdu tout repère au sein de la société.

*D'autres encore pratiquèrent l'oubli thérapeutique pour continuer à « vivre ».

*Durant 30 ans, la classe politique a choisi le silence absolu à propos du camp de travaux forcés et ses conséquences. Ce fut une mémoire oubliée dans l'Histoire contemporaine.

* Localement, des projets touristiques ont même vu le jour pour gommer toutes les traces du bagne. Mais querelles, menaces et procès ponctuèrent l'impossible aménagement de la colline d'Aiton... Il y eut des tentatives de développement du site avec construction d'immeubles sur les murs porteurs de Fort Aiton mais aussi des échecs : le restaurant dont l'entrée franchissait la rampe d'accès aux dortoirs des bagnards est fermé depuis plusieurs années.

*** Depuis dix ans, recherches, souvenirs et tentatives d'explications**

En 2006, un ancien bagnard devenu ingénieur des Arts et Métiers a décidé de raconter son vécu au fort d'Aiton au printemps 1968. Son livre resta tout à fait confidentiel mais fut réédité en 2010 par... un commandant de l'Armée de Terre retraité, devenu éditeur !

* Un peu plus tard, d'autres témoignages furent publiés, avec le concours de différents éditeurs, par d'anciens bagnards ou des membres de leur famille.

* A partir de 2009, des travaux universitaires mentionnèrent pour la première fois le dernier bagne « caché » de la République : Tinfouchi transféré à Aiton.

*Les recherches se poursuivent désormais pour étudier, confronter les archives et entendre les derniers témoins et acteurs d'un bagne installé secrètement en Savoie il y a plus d'un demi-siècle.



